

L'identité nationale, une vieille idée

par Anne-Marie Thiesse

N. Sarkozy a placé en 2007 la question de l'identité nationale au cœur de sa campagne présidentielle. Mais l'idée est apparue beaucoup plus tôt dans le discours politique : dans les années 1980, le gouvernement socialiste en avait fait le pivot de sa politique culturelle.

Recensé : Vincent Martigny, *Dire la France. Culture(s) et identités nationales, 1981-1995*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2016, 376 p., 2 €.

La notion d'« identité nationale » est omniprésente dans les discours médiatiques et politiques de la France actuelle. Mais quand ce syntagme s'y est-il introduit ? Et sur quel bord du spectre politique ? La réponse paraît assez simple : venue de l'extrême-droite, l'expression « identité nationale » aurait fait une percée fulgurante lors de la campagne présidentielle de 2007, notamment dans les discours de Nicolas Sarkozy. Erreur totale : le premier programme de campagne présidentielle qui ait employé l'expression date de 1981, et le candidat était François Mitterrand. Cette genèse socialiste de l'identité nationale et son glissement progressif vers l'autre pôle idéologique, Vincent Martigny les retrace dans une magistrale étude de la vie politique française du 20^e siècle finissant. Axe principal de son étude : la culture, proposée désormais comme enjeu majeur du développement de la nation, sur la scène mondiale et en interne.

L'identité nationale contre l'impérialisme culturel américain

Comme toutes les expressions à succès, qui en viennent à saturer l'espace public, l'identité nationale a été investie, selon ses promoteurs successifs et selon les contextes, de sens variés, et même parfaitement antagonistes. Le lancement de cette thématique autour du candidat Mitterrand se fait bien dans le cadre d'un combat de gauche, qui rassemble les revendications post-68 du droit à la différence culturelle (notamment droits des cultures régionales et minoritaires) et l'affirmation d'une urgence à défendre la culture nationale contre la puissance uniformisante et débilite de l'impérialisme culturel américain. Jack Lang, premier ministre de la Culture du septennat, porte avec fougue le double étendard. Les droits des cultures régionales et minoritaires, à vrai dire, donneront lieu à des déclarations d'intention (rapport Giordan) et à des actions symboliques, mais ils ne seront guère traduits en mesures politiques.

L'affirmation du droit à la différence culturelle est portée surtout à un autre niveau, où sont menées d'intenses et longues offensives. Elles sont conduites au nom de la défense de la culture nationale, menacée par l'industrie culturelle américaine qui imposerait ses produits cinématographiques, télévisuels et musicaux. Un « Comité pour l'identité nationale », créé en 1981 par des cinéastes et des critiques, soutient fermement dans ses appels à la résistance contre l'emprise hollywoodienne un ministre de la Culture qui vient de refuser d'assister au Festival du film américain de Deauville. Dans le cadre de la guerre froide finissante, le rejet de la standardisation culturelle s'allie aisément à la dénonciation de l'impérialisme, culminant dans la Conférence de Mexico en 1982. Cette conférence de l'UNESCO sur les politiques culturelles est l'occasion pour Jack Lang d'appeler à une résistance contre l'impérialisme financier et intellectuel des USA. La défense de la production culturelle française prend une tournure internationaliste en se donnant pour avant-garde d'une lutte universelle contre la colonisation américaine. Le *Projet culturel extérieur de la France*, établi par le ministère des Relations extérieures en 1983, l'énonce sans ambages :

La production de leur « identité culturelle » est ainsi, aujourd'hui, pour la majorité des pays, au premier rang de leurs objectifs politiques. Cette revendication de l'identité culturelle qui, historiquement a d'abord manifesté le désir des anciens colonisés de récupération d'une tradition, face à la culture des colonisateurs, traduit aujourd'hui davantage une inquiétude devant les effets traumatisants des hégémonies culturelles et la volonté de préserver l'unité d'une conscience nationale. (Documentation française, 1983, p. 16, cité p. 217).

Nationaliser et libéraliser la culture

La promotion internationaliste de la culture nationale sous l'égide de la France est menée intensément sur le plan européen et mondial : elle légitimera ultérieurement le combat pour l'exception culturelle dans les accords commerciaux (« la culture n'est pas une marchandise comme les autres ») et elle inspirera des positionnements de l'Unesco, comme la Déclaration sur la diversité de 2001. Elle encourage aussi la promotion par la France des cultures étrangères, notamment en matière cinématographique, ou dans la création d'événements. L'ouverture aux cultures du monde et le soutien aux artistes étrangers, notamment lorsqu'ils sont en situation difficile dans leur pays, sont présentés comme source de fierté pour la France. Julio Cortazar et Milan Kundera reçoivent ainsi la nationalité française en 1981.

La Maison des cultures du monde est installée à Paris en 1982, la Maison de l'Amérique latine est revitalisée en 1984, l'Institut du monde arabe inauguré en 1987. Mais c'est surtout la production française qui profite de politiques de souveraineté culturelle. Soutien à la production de films, quotas de diffusion pour la chanson sur les ondes et défense de la langue française rencontrent un large consensus. Comme le souligne Vincent Martigny, cette « nationalisation de la culture » s'accompagne en fait d'une libéralisation du secteur culturel, notamment par l'abandon du monopole d'État pour la radio et la télévision. Et la dénonciation répétitive, pendant toute la décennie 1980, de l'impérialisme culturel américain va de pair avec un net atlantisme politique.

La politique culturelle engagée résolument par le pouvoir socialiste veut combiner démocratisation, patrimonialisation et création, comme en témoignent les événements à grand succès lancés par le ministre Lang : Fête de la Musique, Journées du Patrimoine, Festival de la bande dessinée à Angoulême. Des formes d'art antérieurement tenues pour mineures sont désormais légitimées : cirque, rock, mode, gastronomie... La barrière entre haute culture et culture entendue dans le sens anthropologique (manières de vivre et de faire) est levée.

Droitisation de l'identité

Le camp adverse ne tarde pas à récupérer l'option prise sur la culture et l'identité nationale par le gouvernement Mitterrand. En 1985, alors que le Club Espace 89, dirigé par l'épouse du premier ministre Fabius, organise un colloque sur « L'identité française », le Club de l'Horloge, dans la mouvance de la Nouvelle droite, publie les Actes de son colloque sur « l'Identité de la France ». Dès lors, indique Vincent Martigny, la droite élabore un récit culturel concurrent, qui va progressivement s'imposer dans le champ des représentations de l'identité. L'identité française serait pathologiquement affaiblie. L'agresseur pernicieux n'est

plus seulement l'industrie culturelle américaine (qui sera remplacée dans son rôle d'ennemi externe menaçant par la mondialisation uniformisante), c'est aussi et surtout l'immigré mettant en péril la culture française comme mode de vie.

Cible des attaques de droite, le droit à la différence, aussi bien que le multiculturalisme, sont systématiquement dénoncés comme instruments de désagrégation de la nation. Alors qu'ils avaient été célébrés en 1981 comme principes féconds d'une renaissance de la France, ils sont, dès la seconde partie de la décennie, requalifiés en caractéristiques d'un modèle social allogène, anglo-saxon. Très vite, du coup, la gauche les délaisse. SOS Racismes déclare dès 1987 passer au « droit à la ressemblance » et à la revendication d'intégration. La nouvelle figure de l'ennemi, c'est le communautarisme. La communauté nationale, soudée par une homogénéité culturelle, est tenue pour seule légitime. La coalition UFD-RPR, qui s'était antérieurement peu engagée sur le front culturel, reprend la main en lançant une contre-attaque au nom de la défense de la culture française – désormais entendue comme mode de vie historiquement enraciné. Ce positionnement, au milieu des années 1980, se veut une réponse politique non seulement aux socialistes mais aussi à la Nouvelle droite et à ses thèses fondées sur le différentialisme ethnique.

Pour Vincent Martigny, le thème de l'identité culturelle permet à l'opposition dès la campagne législative de 1986, de récupérer l'étiquette de « Parti de la France », que s'étaient appropriée les socialistes en 1981 (p. 253). La connexion entre culture, identité nationale et immigration devient une ligne directrice en politique qui perdure en s'intensifiant.

Identité nationale et renouveau républicain

Le milieu des années 1980 correspond aussi au retour de la référence à la République. Porteuse d'un éloge du jacobinisme, elle est combinée à la promotion d'un « modèle français d'intégration » qui aurait été éprouvé avec succès sous la Troisième République. Son secret résiderait dans la formule nationale du droit à la différence : non pas favoriser les différences au sein de la nation, mais valoriser la différence française dans le concert des nations et l'unité de la France sur son territoire. La politique linguistique, souligne Vincent Martigny, est emblématique de ce nouveau cap. La défense de la langue française contre l'anglais et les anglicismes va de pair avec l'introduction dans la Constitution, en 1992, du français comme (seule) langue de la République : la ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires devient dès lors inconstitutionnelle. La thématique, désormais omniprésente, de la nécessaire volonté d'intégration culturelle des immigrés vient conforter la conception de la culture nationale comme mode de vie homogène.

La fin des années 1980 est marquée par la multiplication des publications et des débats intellectuels, souvent menés par des intellectuels venus de la gauche, sur le « modèle

républicain ». Présenté comme progressiste par rapport à un communautarisme archaïque qui enferme les individus dans des traditions obscurantistes, il suscite un large consensus dans l'espace social et politique. La fin de la décennie est marquée par l'affaire du voile islamique porté par des lycéennes de Creil. Se cristallise alors l'antinomie entre République laïque et communautarisme intégriste. La thématique de la différence, entendue comme modernité, est cependant encore présente dans les célébrations du Bicentenaire de 1789 (défilé des tribus planétaires). Mais sous forme de stéréotypes régionaux et nationaux combinés à une world music : la mise en scène de Jean-Paul Goude est esthétiquement innovante et explicitement dépolitisée. Pour Vincent Martigny,

la manifestation de 1989 est le double inversé de celle de 1981. (...) Alors que la cérémonie du Panthéon consacrait la récupération par la gauche des symboles nationaux, la parade du Bicentenaire est la célébration pop d'une modernité dépolitisée et anhistorique. (p. 299)

Peu après, lors de l'*Uruguay round* (1993), la « bataille de l'exception culturelle » cristallise un fort consensus entre droite et gauche, politiques et créateurs. La négociation du GATT entre les USA et la Communauté économique européenne se concentre alors sur le domaine des services et surtout l'audiovisuel. Vincent Martigny y voit un autre moment décisif pour accréditer la conception nouvelle de l'identité et de la souveraineté qui privilégie la permanence au détriment du changement. Le droit défendu, c'est celui de chaque nation à demeurer elle-même.

Dans le premier récit culturel socialiste, l'identité était conçue comme une mosaïque composée par l'ensemble des sous-récits culturels en mouvement perpétuel, nourrie par le va-et-vient entre la culture nationale et les cultures étrangères. L'exception culturelle accrédite l'idée que les nations s'agencent autour d'une identité cohérente, durable, historiquement enracinée. (p. 331)

La campagne présidentielle de 2007 n'a donc pas lancé la thématique de l'identité nationale. Mais elle consacre la définition anthropologique de la culture comme thématique majoritairement mobilisatrice du débat idéologique. La politique de l'identité nationale, précise Vincent Martigny, a désormais pour objet « moins de fixer le contenu de l'identité nationale que de délimiter les frontières symboliques de la nation » (p. 336).

Le combat culturel semble avoir tourné à l'avantage de la droite, engagée dans une course-poursuite avec le Front national. (p. 347)

Cependant que le pluriculturalisme s'impose en France, et ailleurs, comme réalité concrète.

Faut-il parler de continuité ou de rupture entre l'invention socialiste de l'identité nationale comme principe d'action politique et la promotion écrasante de cette notion dans les années 2000 ? Le retour attentif sur les décennies 1980-1990 met en évidence l'évolution d'une thématique, entre apologie de la différence au nom de la résistance contre l'impérialisme culturel et rejet de la différence au nom de la défense nationale contre des cultures invasives et

incompatibles. Mais cette évolution est complexe. Le tiers-mondisme et l'anticapitalisme affichés par les dénonciations socialistes de l'industrie culturelle américaine n'excluent pas à gauche un patriotisme d'autant plus affirmé qu'il célèbre la France comme incarnation de l'esprit de progrès. L'internationalisme des socialistes se combine avec un nationalisme à large spectre, placé généralement sous les auspices de Jaurès, mais non dénué de quelques traits maurrassiens (en témoigne l'affiche de « la Force tranquille », en 1981 plus évocatrice d'une France éternelle, catholique et rurale, que de la modernité urbaine ou même des régionalismes anticapitalistes de la période). Ambiguïté initiale qui sera fortement accentuée, à la fin des années 1980, par le délaissement de l'internationalisme, dans un premier temps au profit de la référence européenne. La convergence sur la défense de la culture nationale qui s'établit entre droite et gauche permet à la première, à partir de 1985, de commencer à reprendre la main sur le plan idéologique, et de réutiliser avec efficacité une partie de l'argumentaire socialiste. Divergence importante : la droite n'en retient pas la référence au pluralisme culturel, mettant d'emblée l'accent sur une identité mono-culturelle et non évolutive, qui est progressivement devenue la seule acception de l'identité nationale dans l'espace public.

L'identité nationale, inexistante dans les affrontements politiques et les débats jusqu'à la fin des années 1970, est désormais centrale et sa place est bien loin de s'amenuiser. Comprendre son avènement est une nécessité. Vincent Martigny, par ce livre remarquablement documenté, précis et limpide dans ses analyses met à bas nombre d'idées reçues, rafraîchit utilement la mémoire politique et fournit de précieux outils d'analyse de la France d'aujourd'hui. Rédigé avec vivacité et élégance, il offre à ses lecteurs une « autre histoire » des septennats mitterrandiens, à travers les tentatives diverses de « dire la France » en ces années qui font de l'identité, de la nation et de la souveraineté des questions cruciales dans les débats.

Publié dans laviedesidees.fr, le 3 février 2017.